

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MARDI 01 FÉVRIER 2011

DINSDAG 01 FEBRUARI 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 17 sous la présidence de M. Karel Uyttensprot.

01 Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les dommages pour un montant de 56 millions d'euros subis par le secteur agricole" (n° 2047)

01.01 Peter Logghe (VB): Les pluies de l'automne 2010 auraient engendré des dégâts agricoles pour un montant de 55,72 millions d'euros. Les Flandres orientale et occidentale surtout auraient été gravement touchées.

Le gouvernement a-t-il déjà une idée du montant total des dégâts survenus dans l'agriculture? Qu'en est-il du dédommagement des agriculteurs touchés?

01.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Les fortes pluies et les inondations survenues entre le 11 et le 17 novembre 2010 ont été reconnues comme une calamité publique et pas seulement comme une calamité agricole. Il incombe aux communes de communiquer les dégâts à la ministre de l'Intérieur, qui est compétente en la matière.

Étant donné qu'il n'existe pas d'assurance spécifique en matière agricole sur le marché belge, les agriculteurs seront indemnisés par le biais du Fonds des calamités. L'indemnité pour les dégâts aux cultures est déterminée sur la base d'une liste de montants qui ont été approuvés par la ministre de l'Intérieur. Le Fonds des calamités a la possibilité de contracter un emprunt de manière à pouvoir rembourser tous les dommages. Il a en outre été insisté, en Conseil des ministres, sur l'élaboration d'un plan d'entreprise comportant les différentes possibilités.

01.03 Peter Logghe (VB): Un gouvernement en charge des affaires courantes peut-il élaborer pareil plan d'entreprise?

01.04 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Il n'y a pas encore de plan d'entreprise.

01.05 Peter Logghe (VB): Il convient d'indemniser les agriculteurs le plus rapidement possible. J'espère que les paiements ne souffriront aucun retard.

L'incident est clos.

02 Question de M. Peter Dedecker à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'action juridique des Archives Générales du Royaume contre le décret flamand sur les archives" (n° 2096)

02.01 Peter Dedecker (N-VA): En conséquence du décret flamand sur les archives du 30 juin 2010, des accords ont été conclus en ce qui concerne la délimitation des compétences en matière d'archivage. Les documents qui proviennent des autorités fédérales – par exemple les documents des services de police et de sécurité – doivent être transmis aux Archives du Royaume, tandis que les documents ayant trait aux compétences régionales sont destinés aux archives régionales.

L'archiviste du Royaume a l'intention de se pourvoir en appel contre cet état de choses auprès de la Cour constitutionnelle et incite même les communes, par le biais de démarches judiciaires, à s'insurger contre leur autorité de tutelle. Les communes disposées à interjeter appel contre cette répartition des compétences peuvent compter sur le soutien des Archives du Royaume.

Quelle est la raison de cette opposition? S'agit-il d'une action personnelle ou d'une action officielle des Archives du Royaume en tant qu'institution? Comment peut-on éviter que des communes soient incitées par une institution fédérale à s'insurger contre leur autorité de tutelle? Sur quelle forme de soutien des Archives du Royaume les communes peuvent-elles compter si elles forment également opposition? La ministre compte-t-elle intervenir dans cette situation?

02.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Interjeter officiellement appel au niveau fédéral contre ce décret flamand sur les archives relève de la compétence du Conseil des ministres fédéral. Ce point est inscrit à l'ordre du jour de la réunion du 3 février. L'archiviste général du Royaume dispose toutefois de la liberté fonctionnelle d'introduire un recours en annulation auprès de la Cour constitutionnelle.

Aucune instance sur laquelle j'exerce la tutelle n'incite les communes à s'insurger contre leur autorité de tutelle ni n'a tenté de le faire. L'une des tâches des Archives du Royaume consiste toutefois à informer l'administration de ses devoirs d'archivage.

J'ai invité les ministres-présidents respectifs à une réunion de concertation en la matière en septembre 2010. Le 24 janvier dernier, un groupe intercabinets a réuni les délégués du ministre-président Peeters, du vice-ministre-président Bourgeois, de la ministre Schauvliege, de l'administration flamande, de mon administration et des Archives du Royaume. Ce groupe de travail a effectivement constaté une contradiction entre les deux visions, mais il a également été convenu qu'un groupe de travail composé de délégués de l'administration flamande et des Archives du Royaume se penchera sur les critères de qualité, les critères de sélection et le contrôle des archives. Cette réunion s'est en tout cas déroulée dans un esprit constructif.

02.03 Peter Dedecker (N-VA): On peut regretter que l'archiviste du Royaume ait joué cavalier seul en optant pour la voie juridique plutôt que celle de la concertation. J'espère que le Conseil des ministres d'après-demain privilégiera un dialogue constructif.

Il est en effet du devoir de l'archiviste du Royaume d'informer les administrations, mais cela ne veut pas dire qu'il doit les dresser contre leur autorité de tutelle.

02.04 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Si je comprends votre position, je ne la partage pas. N'oubliez pas que le Conseil d'État a estimé que le décret flamand relatif aux archives sort du champ de compétence régionale.

L'incident est clos.

03 Question de M. Peter Dedecker à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le projet de numérisation de l'Observatoire royal d'Uccle" (n° 2097)

03.01 Peter Dedecker (N-VA): Le numériseur DAMIAN a été construit dans le cadre du projet UDAPAC

(Uccle Direct Astronomical Plate Archive Centre). Il s'agit d'un scanner de grande qualité dont l'IRM peut être fier. À l'aide de ce scanner, l'IRM peut scanner des feuilles de verre et des négatifs d'anciennes photos. Jusqu'à présent, seul le matériel d'autres instituts scientifiques fédéraux est numérisé. Le scanner est onéreux en ce qui concerne le logiciel, la capacité de sauvegarde, l'hébergement et le personnel. Le projet devrait être terminé en 2011.

Dans quelle mesure les scans réalisés dans le cadre du projet UDAPAC sont-ils accessibles au public? Qu'advient-il de l'installation et du personnel spécialisé lorsque le projet est terminé? Comment garantit-on que l'investissement peut rester rentable et que l'expertise obtenue n'est pas perdue? Pourquoi n'est-il pas possible pour des organisations autres que les instituts fédéraux d'obtenir la numérisation de matériel auprès de l'Observatoire royal?

03.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): DAMIAN est utilisé dans le projet de numérisation des autorités fédérales pour numériser les collections de l'Observatoire royal de Belgique, de l'Institut royal du Patrimoine artistique, du Musée royal d'Afrique centrale et de l'Institut géographique national.

Les photos numériques de l'Observatoire sont mises à la disposition des intéressés sur simple demande mais en raison de leur caractère spécifique, il serait inutile de les placer sur un site internet. L'objectif est néanmoins qu'un large public ait accès au patrimoine artistique numérique mais à la suite d'obstacles techniques, la numérisation n'a pas encore été possible. Toutefois, 80 % des photos de l'Institut royal du Patrimoine artistique peuvent déjà être consultées sur le site internet de l'Institut, qui collabore, avec ses fonds propres, à la bibliothèque Europeana comprenant 15 000 photos. Toutes les photos aériennes du Musée royal d'Afrique centrale sont publiques. Pour les reproductions, une contribution est demandée. Pour les photos aériennes du territoire du Congo, un projet spécifique est en cours.

Les photos aériennes historiques de l'Institut géographique national, numérisées à l'aide du scanner DAMIAN, peuvent être obtenues auprès de l'Institut aux mêmes conditions que les autres photos aériennes de l'établissement.

Le SPP Politique scientifique finalise actuellement le dossier pour progresser dans la numérisation du patrimoine culturel et scientifique par le biais d'un partenariat public-privé.

Ce dossier ne peut cependant pas être finalisé par un gouvernement en affaires courantes.

En 2011, DAMIAN sera utilisé dans le cadre d'un projet européen axé sur les objets astronomiques. Une deuxième proposition de projet relative au même domaine doit encore être évaluée. Une mise à jour de l'appareil est prévue fin 2011 en vue d'augmenter la capacité de production.

Pour l'heure, DAMIAN est exclusivement utilisé par les institutions qui ont contribué à son développement. S'il n'est pas exclu que d'autres organismes puissent également l'utiliser à titre gratuit ou onéreux, les partenaires initiaux sont actuellement prioritaires. DAMIAN a été spécifiquement conçu pour des objets dont la numérisation nécessite des techniques très développées.

03.03 Peter Dedecker (N-VA): Je comprends que les institutions fédérales soient prioritaires, mais il serait peut-être judicieux de réfléchir aux conditions auxquelles d'autres organismes pourraient avoir accès à cet appareil.

L'incident est clos.

Président: Kristof Calvo.

04 Question de M. Peter Dedecker à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le projet de numérisation des ESF" (n° 2421)

04.01 Peter Dedecker (N-VA): En avril 2004, le Conseil des ministres a approuvé un plan de numérisation du patrimoine scientifique et culturel. La première phase, encore en cours, est intégralement à charge de l'État. Pour la deuxième phase, le SPP Politique scientifique souhaite mettre sur pied un partenariat public-

privé. Un cahier des charges a dès lors été rédigé avec l'aide d'un consortium en décembre 2009 et devrait être préparé dans le courant de 2010, en concertation avec les ESF et la Politique scientifique.

Il ressort d'un rapport d'octobre 2009 de la Cour des comptes que l'objectif consisterait à ce que les firmes privées participantes puissent bénéficier des recettes de l'exploitation du patrimoine numérisé.

Où en est le gouvernement dans ce dossier? Quel est le budget? Quelles sont les modalités du cahier des charges en ce qui concerne les droits de propriété, d'utilisation et d'exploitation? Quels autres avantages les investisseurs privés retirent-ils de cette collaboration? À combien sont estimés les revenus issus de l'exploitation de ce patrimoine numérisé pour les partenaires privés? À combien s'élèvent les recettes annuelles actuelles pour les autorités fédérales? Le cahier des charges prévoit-il un versement annuel ou unique par les partenaires privés? Les Communautés sont-elles associées à ce dossier d'une manière ou d'une autre?

04.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): En mars 2009, j'ai effectivement demandé au Conseil des ministres d'organiser la numérisation par le biais d'un partenariat public-privé. Le gouvernement étant actuellement en affaires courantes, il ne peut intervenir dans ce dossier. Le SPP Politique scientifique assure toutefois le suivi de la procédure.

À ce jour, le cahier des charges a été envoyé aux candidats sélectionnés après un appel à propositions européen.

Les soumissionnaires ont remis leurs offres le 20 décembre 2010. L'administration est en train d'examiner leur contenu.

À ce jour, je n'ai reçu aucune réponse à la question écrite que j'ai adressée au président du SPP Politique scientifique afin de savoir si ce cahier des charges a déjà été soumis à l'Inspection des Finances.

Je ne demanderai pas à l'actuel gouvernement d'affaires courantes de passer ce contrat. J'opte pour la continuité et c'est la raison pour laquelle j'ai déjà prolongé deux fois la première phase de ce projet.

Au début de 2010, j'ai déjà fait savoir au SPP Politique scientifique que je marque mon accord de principe sur l'affectation annuelle de 6,3 millions d'euros à cette numérisation, et ce pendant 20 ans. Toutefois, ce n'est pas encore officiel. Il se peut évidemment que le ministre qui me succédera ne soit pas du même avis que moi.

Je ne dispose encore d'aucune information détaillée concernant le cahier des charges et les offres des soumissionnaires. Je prendrai en considération tout le problème des droits de propriété intellectuelle et des droits voisins, en étroite collaboration avec le directeur général concerné et avec des experts des institutions fédérales.

Pour ce qui est de l'exploitation des fichiers numérisés, des balises claires et adossées à des principes ont été définies. Nous avons choisi de laisser le choix aux soumissionnaires de présenter des offres et de les finaliser au terme des négociations.

Les avantages pour l'État fédéral font partie des soumissions présentées par les consortiums qui ont soumissionné. La collaboration entre les deux parties bénéficiera à la notoriété des collections. Des études scientifiques en découleront, études dont les institutions fédérales pourront retirer des revenus. Les modalités de paiement des investisseurs font également l'objet des négociations.

Une concertation organisée n'a pas encore eu lieu parce que la procédure impliquée par le partenariat public-privé est encore en cours. Je transmets au SPP Politique scientifique toutes les demandes de collaboration que je réceptionne.

Une très grande partie du patrimoine des institutions scientifiques fédérales concerne aussi les autres niveaux de pouvoir et c'est la raison pour laquelle je plaide en faveur d'une collaboration avec toutes les

Régions et toutes les institutions.

04.03 Peter Dedecker (N-VA): J'espère qu'au moment de prendre la décision finale, l'accessibilité du patrimoine concerné sera jugée prioritaire car il ne me paraît pas judicieux d'héberger ce patrimoine dans le giron d'un établissement privé doté qui plus est de droits d'exploitation.

04.04 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Nous éviterons d'octroyer les droits d'exploitation au secteur privé, bien qu'il s'agisse d'un partenariat public-privé. Je défends en général le secteur privé, mais il s'agit en l'occurrence d'un droit public.

L'incident est clos.

05 Question de M. Karel Uyttersprot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les subventions publiques accordées aux guichets d'entreprises" (n° 2082)

05.01 Karel Uyttersprot (N-VA): Depuis 2003, les guichets d'entreprises agréés sont responsables du registre du commerce. Il me revient que des organisations patronales comme le Voka et l'UNIZO perçoivent des subventions publiques pour accompagner les entreprises par le biais de leur guichet d'entreprises. Est-ce exact?

05.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Actuellement, il existe neuf guichets d'entreprises qui effectuent différentes missions. Il s'agit d'une part de missions légales, dans le cadre desquelles ils constituent des points de passage obligés pour les entrepreneurs lors de l'inscription, de la modification ou de la suppression de données et lors de la vérification des conditions d'accès à une profession. D'autre part, ils ont des missions de mandat pour lesquelles les entrepreneurs ne sont pas tenus de passer par les guichets d'entreprises.

Les guichets d'entreprises sont rémunérés à la prestation. Pour les missions légales, les montants sont fixés par une loi alors que pour les missions de mandat, le guichet d'entreprises peut fixer le montant lui-même.

Les organisations concernées ne perçoivent pas de subventions.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Nathalie Muylle à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le nombre de conjoints aidants" (n°s 2233 et 2361)

06.01 Nathalie Muylle (CD&V): Il ressort des chiffres publiés par l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI) que le nombre de conjoints aidants a diminué de 25 %.

La ministre peut-elle confirmer ces données? Quelles sont les causes de cette augmentation? Le statut devra-t-il être adapté?

06.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Depuis le 1^{er} juillet 2005, tous les conjoints aidants nés après 1955 sont obligés d'adhérer au maxi-statut. Les conjoints aidants ayant adhéré au maxi-statut bénéficient d'une couverture à part entière dans le cadre de la sécurité sociale. Les droits à la pension résultant du paiement de cotisations sont fixés sur la base de la réglementation générale en matière de pensions. Pour les couples, la pension de ménage est comparée au total des deux pensions d'isolé. Il peut en résulter qu'un conjoint aidant avec une carrière restreinte ne reçoive plus de pension d'isolé. Le couple ne recevra que la pension au taux de ménage. Nous avons pris des mesures pour rectifier cette situation. Ainsi, les conjoints aidants avaient la possibilité, jusqu'au 31 décembre 2009, d'allonger leur carrière en faisant entrer en ligne de compte les années qu'ils avaient effectuées avant l'entrée en vigueur du maxi-statut, mais peu de personnes ont fait usage de cette possibilité. Il est par ailleurs important que la pension de ménage soit calculée sur la base des revenus des deux conjoints.

Le statut social pour le conjoint aidant avait initialement pour objectif de permettre à ce dernier, en cas de divorce ou de décès du conjoint, de bénéficier d'une pension de retraite personnelle. Grâce au statut, les conjoints aidants reçoivent une pension de retraite plus élevée. Les cotisations renforcent la sécurité sociale

personnelle. C'est pourquoi le régime actuel me paraît tout à fait équitable.

La diminution du nombre de conjoints aidants d'agriculteurs est d'ailleurs en corrélation avec le recul du nombre d'agriculteurs. Chaque année, notre pays compte 3 000 exploitants agricoles en moins.

06.03 Nathalie Muylle (CD&V): La ministre n'a plus à me convaincre des avantages du système. Il est excellent pour les personnes pouvant acquérir des droits pendant une période de 30 ans et pour les personnes ayant une carrière mixte. Pour les personnes ayant atteint en 2005, lors de l'introduction du système, un âge trop avancé pour pouvoir acquérir des droits pendant une période de 30 ans, les choses se présentent toutefois différemment.

Ma question concernait toutefois la diminution du nombre de conjoints aidants. Où sont-ils passés? Je crains que les personnes de plus de 60 ans surtout n'entrent plus dans le système. Je crains par ailleurs aussi que dans le secteur agricole, un nombre important de femmes travaillent en dehors de tout statut. Cela ne saurait être l'objectif.

06.04 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Il est vrai que tout le monde ne peut acquérir des droits pendant une période de 30 ans. La situation budgétaire ne nous permet toutefois pas de faire davantage. Quoi qu'il en soit, ces personnes sont à ce jour dotées d'un statut à part entière.

06.05 Nathalie Muylle (CD&V) (*en néerlandais*): La question subsiste de savoir pourquoi tant de personnes sortent du système.

06.06 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Cette situation est peut-être due à un défaut d'information. Il s'agit de communiquer les informations exactes aux indépendants qui en ont besoin.

(*En français*) Peut-on faire le bonheur des autres malgré eux?

L'incident est clos.

Président: Peter Logghe.

07 Question de M. Kristof Calvo à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la situation à l'ONASTI" (n° 2418)

07.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): L'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI) est dirigé par un administrateur général, assisté d'un adjoint. Depuis janvier, ces fonctions ne sont plus remplies. L'arrêté royal relatif à l'INASTI ne comporte aucune disposition concernant la façon dont la continuité peut être assurée dans une telle situation.

Quelles en sont les causes? Comment peut-on encore assurer la continuité? Quel est l'impact de cette situation sur le fonctionnement quotidien?

07.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Pour l'instant, il n'y a pas d'administrateur général ou d'administrateur général adjoint à l'INASTI. La circulaire du 26 avril 2010 relative aux affaires courantes prévoit qu'il ne peut être procédé à aucune nomination, à moins qu'elle n'ait un caractère urgent ou qu'elle ne résulte d'une procédure en cours.

Depuis le 1^{er} avril 2010, l'administrateur général de l'INASTI est à la retraite et sa fonction a été déclarée vacante. Sur ma proposition, Mme Warnier a été temporairement affectée, le 26 mars 2010, avec l'accord du conseil d'administration, au poste d'administrateur général pour assurer la gestion journalière. Son mandat arrivait à terme le 31 décembre 2010 et elle est en outre absente depuis le 10 novembre pour cause de maladie.

La procédure de sélection en vue de la désignation d'un nouvel administrateur général a été clôturée et, lors de la réunion du 21 décembre 2010, le conseil d'administration de l'INASTI a proposé le premier candidat classé à la nomination. L'INASTI est aujourd'hui dirigé par un comité de direction, qui ne possède pas la plénitude de compétences, ce qui n'est évidemment pas indiqué pour le bon fonctionnement de l'institution.

De plus, un des membres du comité de direction est à six mois de la retraite. Nous examinerons avec le Conseil des ministres la possibilité d'encore nommer un nouvel administrateur général en période d'affaires courantes.

07.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Des mandats peuvent-ils être renouvelés sous un gouvernement en affaires courantes?

07.04 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Il s'agit en l'occurrence d'une nouvelle nomination.

07.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Le mandat de l'adjoint peut-il ou non être renouvelé selon la circulaire?

07.06 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): La situation n'est pas claire puisqu'il s'agit d'un adjoint *ad interim*. J'ai désigné un directeur général *ad interim* pour l'IRM.

07.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Ne pouvez-vous pas procéder de la sorte dans ce cas?

07.08 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Il appartient au Conseil des ministres de décider si une nomination est urgente. Dans le cas de l'INASTI, un deuxième problème se pose du fait que l'adjoint est malade. J'ai déjà proposé au Conseil des ministres de procéder à une nomination d'urgence, mais les décisions n'y sont pas prises au cas par cas.

07.09 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Quel est l'impact de cette situation sur le fonctionnement quotidien? Est-il exact que les décisions de l'INASTI pourraient être contestées?

07.10 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Le comité de direction et le comité de gestion général assurent la direction de l'Institut. Il ne se pose pas de problème quant au fonctionnement journalier, mais une telle situation ne peut perdurer pendant des années.

07.11 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Des problèmes juridiques pourraient se poser en l'absence de mandataires. Selon la ministre, ce ne serait pas le cas.

07.12 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Il se pose un problème d'ordre général. Il faut un administrateur général pour moderniser l'institution et pour la gestion des ressources humaines.

07.13 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Il importe avant tout que l'on progresse dans ce pays. Mon parti a toujours adopté une attitude constructive. Espérons que le nouveau président du MR fera souffler un vent nouveau sur ce parti.

07.14 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Les discussions avec les sept partis nous ont déjà fait perdre sept mois. Pour le surplus, je partage le point de vue de M. Calvo.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 11 h 19.

De vergadering wordt geopend om 10.17 uur en voorgezeten door de heer Karel Uyttersprot.

01 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de schade van 56 miljoen euro in de landbouwsector" (nr. 2047)

01.01 Peter Logghe (VB): De regenval van het najaar 2010 zou voor 55,72 miljoen euro aan landbouwschade hebben veroorzaakt. Vooral Oost- en West-Vlaanderen zouden zwaar getroffen zijn.

Heeft de regering al een zicht op de totale schade in de landbouw? Op welke schadevergoeding mogen de getroffen boeren rekenen?

01.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): De zware regenval en de overstromingen tussen 11 en 17 november 2010 zijn erkend als een algemene ramp, niet alleen als landbouwramp. De gemeenten moeten de schade meedelen aan de minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor bevoegd is.

Omdat er geen landbouwverzekeringsproduct op de Belgische markt is, worden de landbouwers via het Rampenfonds vergoed. De vergoeding voor schade aan de teelten wordt bepaald aan de hand van een lijst met bedragen die de minister van Binnenlandse Zaken heeft goedgekeurd. Om alle schade te kunnen vergoeden, heeft het Rampenfonds de mogelijkheid een lening aan te gaan. De ministerraad heeft er bovendien op aangedrongen dat er een businessplan wordt opgesteld met de verschillende oplossingen.

01.03 **Peter Logghe** (VB): Kan een regering van lopende zaken zo een businessplan opstellen?

01.04 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Er is nog geen businessplan.

01.05 **Peter Logghe** (VB): De landbouwers moeten zo snel mogelijk worden vergoed. Ik hoop dat de uitbetalingen geen vertraging oplopen.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de juridische actie door het Algemeen Rijksarchief tegen het Vlaamse archiefdecreet" (nr. 2096)**

02.01 **Peter Dedecker** (N-VA): Ten gevolge van het Vlaamse archiefdecreet van 30 juni 2010 werden afspraken gemaakt rond de afbakening van de bevoegdheden inzake archivering. Documenten die voortspruiten uit de federale bevoegdheid – bijvoorbeeld documenten van de politie- en de veiligheidsdiensten – komen toe aan het Rijksarchief. Documenten die voortkomen uit de gewestelijke bevoegdheden, gaan naar de gewestelijke archieven.

De rijksarchivaris is van plan hiertegen beroep aan te tekenen bij het Grondwettelijk Hof en zet zelfs via gerechtelijke stappen de gemeenten op tegen hun voogdijoverheid. Gemeenten die bereid zijn beroep aan te tekenen tegen de bevoegdheidsafbakening, mogen rekenen op steun vanwege het Rijksarchief.

Wat verklaart dit verzet? Is dit een persoonlijke actie of een officiële actie van het Rijksarchief als instelling? Hoe kan vermeden worden dat gemeenten door een federale instelling opgezet worden tegen hun voogdijoverheid? Op welke vorm van steun vanwege het Rijksarchief mogen de gemeenten rekenen als ze ook in verzet gaan? Is de minister van plan tegen deze toestand op te treden?

02.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Officieel federaal beroep aantekenen tegen dit Vlaams archiefdecreet is een bevoegdheid van de federale ministerraad. Dit punt staat geagendeerd op de vergadering van 3 februari. De algemeen rijksarchivaris beschikt wel over de functionele vrijheid om een vernietigingsberoep in te dienen bij het Grondwettelijk Hof.

Geen enkele instantie waarover ik de voogdij uitoefen, zet de gemeenten op tegen hun voogdijoverheid of heeft daartoe een poging ondernomen. Het behoort wel tot de taakomschrijving van het Rijksarchief om de administraties in te lichten over hun archiveringsverplichtingen.

Ik heb de respectieve ministers-presidenten in september 2010 tot overleg ter zake uitgenodigd. Op 24 januari bracht een interkabinettenwerkgroep afgevaardigden samen van minister-president Peeters, van viceminister-president Bourgeois, van minister Schauvliege, van de Vlaamse administratie, van mijn administratie en van het Rijksarchief. Deze werkgroep heeft weliswaar een tegenstelling tussen twee visies vastgesteld, maar er werd ook afgesproken dat een werkgroep met afgevaardigden van de Vlaamse administratie en van het Rijksarchief zich zal buigen over de kwaliteitscriteria, de selectiecriteria en het

toezicht op het vlak van archieven. Deze vergadering verliep alleszins in een opbouwende sfeer.

02.03 **Peter Dedecker** (N-VA): Het valt te betreuren dat de rijksarchivaris *cavalier seul* heeft gespeeld en voor de juridische weg en niet voor de weg van het overleg heeft geopteerd. Ik hoop dat de ministerraad overmorgen een constructieve dialoog vooropstelt.

De rijksarchivaris heeft inderdaad de plicht de administraties te informeren, maar dat is wel iets anders dan hen opzetten tegen hun voogdijoverheid.

02.04 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Ik begrijp uw standpunt maar ga er niet mee akkoord. Vergeet niet dat ook de Raad van State heeft geoordeeld dat het Vlaams archiefdecreet de gewestelijke bevoegdheid te buiten gaat.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het digitaliseringsproject bij de Koninklijke Sterrenwacht van Ukkel" (nr. 2097)**

03.01 **Peter Dedecker** (N-VA): Voor het UDAPAC-project (Uccle Direct Astronomical Plate Archive Centre) werd de DAMIAN Digitizer gebouwd, een pronkstuk van een scanner waarop het KMI trots mag zijn. Met die scanner kan het KMI glasplaten en negatieven van oude opnames scannen. Er wordt tot nog toe enkel materiaal van andere federale wetenschappelijke instellingen gedigitaliseerd. De scanner is duur wat de software, de opslagcapaciteit, de huisvesting en het personeel betreft. In 2011 zou het project aflopen.

In hoeverre zijn de scans die in het kader van het UDAPAC-project werden gemaakt, publiek toegankelijk? Wat gebeurt er met de installatie en met het gespecialiseerd personeel, wanneer het project ten einde loopt? Hoe wordt gegarandeerd dat de investering kan blijven renderen en dat de verkregen expertise niet verloren gaat? Waarom is het voor andere organisaties dan federale instellingen niet mogelijk om bij de Koninklijke Sterrenwacht materiaal te laten digitaliseren?

03.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): DAMIAN wordt gebruikt in het digitaliseringsproject van de federale overheid om de collecties te digitaliseren van de Koninklijke Sterrenwacht van België, het Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium, het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika en het Nationaal Geografisch Instituut.

De digitale beelden van de Sterrenwacht worden op eenvoudig verzoek beschikbaar gemaakt voor de geïnteresseerden, maar door hun specifieke aard heeft het weinig zin ze op een website te plaatsen. Het is wel de bedoeling dat een groot publiek toegang krijgt tot het digitale kunstpatrimonium, maar door technische obstakels is dat nog niet gelukt. Wel is 80 procent van de foto's van het Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium al consulteerbaar op de website en werkt het Instituut voor het Kunstpatrimonium op eigen middelen mee aan Europeana waarin 15.000 foto's zijn opgenomen. Alle luchtfoto's van het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika zijn publiek. Voor reproducties wordt een bijdrage gevraagd. Voor luchtfoto's van het grondgebied van Congo loopt er een specifiek project.

De met DAMIAN gedigitaliseerde historische luchtfoto's van het Nationaal Geografisch Instituut zijn bij het Instituut verkrijgbaar onder dezelfde voorwaarden als de andere luchtfoto's van de instelling.

De POD Wetenschapsbeleid legt momenteel de laatste hand aan het dossier om via een publiekprivate samenwerking belangrijke stappen te zetten in de digitalisering van het cultureel en wetenschappelijk erfgoed.

Het dossier kan echter niet worden opgenomen door een regering van lopende zaken.

In 2011 zal DAMIAN nog worden ingezet voor een Europees traject rond astronomische objecten. Een tweede projectvoorstel in dit verband moet nog geëvalueerd worden. Eind 2011 wordt een upgrade van de machine gepland om de productiecapaciteit op te drijven.

Momenteel wordt DAMIAN alleen gebruikt door die instellingen die hebben bijgedragen aan de ontwikkeling ervan. Het is niet uitgesloten dat andere instellingen er – al dan niet tegen betaling – ook gebruik van kunnen maken, maar vooralsnog wordt prioriteit gegeven aan de oorspronkelijke partners. DAMIAN is specifiek ontworpen om objecten te digitaliseren die hoge technische vereisten stellen.

03.03 Peter Dedecker (N-VA): Ik begrijp dat de federale instellingen voorrang krijgen, maar misschien is het niet slecht om al na te denken over de voorwaarden waaronder andere instellingen toegang tot de apparatuur kunnen krijgen.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Kristof Calvo.

04 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het digitaliseringsproject van de FWI's" (nr. 2421)

04.01 Peter Dedecker (N-VA): In april 2004 keurde de ministerraad een plan goed om op tien jaar het wetenschappelijk en cultureel erfgoed te digitaliseren. De eerste fase, die nog loopt, komt volledig ten laste van de Staat. Voor de tweede fase wil de POD Wetenschapsbeleid een publiekprivate samenwerking opzetten. In december 2009 werd met de hulp van een consortium een bestek gemaakt. Dat bestek zou, in overleg met de FWI's en Wetenschapsbeleid in de loop van 2010 voorbereid worden.

In een rapport van het Rekenhof uit oktober 2009 blijkt dat het de bedoeling is dat de deelnemende privéfirma's op de opbrengsten van de exploitatie van het gedigitaliseerd erfgoed zouden kunnen rekenen.

Hoever staat de regering in dat dossier? Wat is het budget? Uit welke modaliteiten bestaat het bestek op het gebied van eigendoms-, gebruiks- en exploitatierechten? Welke andere voordelen halen de privé-investeerders uit die samenwerking? Wat is de raming van de inkomsten uit de exploitatie van dat gedigitaliseerd erfgoed voor de privépartners? Hoeveel bedragen de huidige jaarlijkse opbrengsten voor de federale overheid? Voorziet het bestek in een jaarlijkse betaling door de private partners, dan wel in een eenmalige betaling? Worden de Gemeenschappen op een of andere manier bij dat dossier betrokken?

04.02 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): In maart 2009 heb ik de ministerraad inderdaad gevraagd om de digitalisering te laten verlopen via een publiekprivate samenwerking. Omdat de regering zich momenteel in een periode van lopende zaken bevindt, kan zij momenteel niet actief zijn in dat dossier. De POD Wetenschapsbeleid verzekert wel de opvolging van de procedure.

Op dit moment is het bestek verstuurd naar de kandidaten die geselecteerd werden na een Europese oproep.

De kandidaten overhandigden hun offertes op 20 december 2010. De administratie bestudeert momenteel de inhoud van de offertes.

Op mijn schriftelijke vraag aan de voorzitter van de POD Wetenschapsbeleid of dit bestek al werd voorgelegd aan de Inspectie van Financiën heb ik tot op heden geen antwoord gekregen.

Aan de huidige regering van lopende zaken zal ik niet vragen dit contract af te sluiten. Ik kies voor continuïteit en daarom heb ik de eerste fase van het project al tweemaal verlengd.

De POD Wetenschapsbeleid heb ik begin 2010 laten weten dat ik principieel akkoord ga dat er 20 jaar lang elk jaar 6,3 miljoen euro aan deze digitalisering wordt besteed. Officieel is dat echter nog niet. Een volgende minister kan er natuurlijk anders over denken.

Over het bestek en over de voorstellen van kandidaten heb ik nog geen gedetailleerde informatie. Met de

problematiek van intellectuele eigendomsrechten en de naburige rechten wordt rekening gehouden, in nauwe samenwerking met de betrokken directeur-generaal en met experts van de federale instellingen.

Wat betreft de exploitatie van de gedigitaliseerde bestanden, werden duidelijke en principiële bakens vastgelegd. Wij hebben de optie genomen om het aan de kandidaten over te laten voorstellen te doen en die op het einde van de onderhandelingen af te ronden.

De voordelen voor de federale overheid maken deel uit van de voorstellen die de kandiderende consortia doen. De samenwerking zal de bekendheid van de collecties ten goede komen. Er zal ook onderzoek uit voortvloeien en de federale instellingen kunnen er inkomsten uithalen. Ook de betalingsmodaliteiten van de investeerders maken voorwerp uit van de onderhandelingen.

Een georganiseerd overleg is er nog niet geweest omdat de privaatsamenwerkingsprocedure nog loopt. Alle vragen tot samenwerking die ik krijg, bezorg ik aan de POD Wetenschapsbeleid.

Heel veel erfgoed in de federale wetenschappelijke instellingen belangt ook de andere bestuursniveaus aan en ik pleit daarom voor samenwerking met alle Gewesten en alle instellingen.

04.03 **Peter Dedecker** (N-VA): Ik hoop dat bij de uiteindelijke beslissing de ontsluiting een prioriteit zal zijn, want ons patrimonium onderbrengen bij een privé-instelling mét exploitatierechten lijkt me geen goede zaak.

04.04 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): We zullen de exploitatierechten niet aan de privésector geven, hoewel het om een privaatsamenwerking gaat. Ik hou veel van de privésector, maar het gaat hier nu eenmaal om een publiek recht.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "de overheidssubsidies voor ondernemingsloketten" (nr. 2082)**

05.01 **Karel Uyttersprot** (N-VA): Sinds 2003 zijn de erkende ondernemingsloketten verantwoordelijk voor het handelsregister. Naar verluidt ontvangen werkgeversorganisaties als Voka en UNIZO overheidssubsidies om ondernemingen te begeleiden via hun ondernemingsloket. Klopt dat?

05.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Op dit moment zijn er negen ondernemingsloketten, die diverse opdrachten hebben. Enerzijds hebben ze wettelijke opdrachten, waarbij het ondernemingsloket een verplichte tussenstop is voor de ondernemer bij de inschrijving, wijziging of doorhaling van gegevens en bij de verificatie van de voorwaarden voor de toegang tot het beroep. Anderzijds hebben zij mandaatopdrachten, waarvoor de ondernemer niet verplicht is via het ondernemingsloket te gaan.

De ondernemingsloketten worden betaald per prestatie. Voor wettelijke opdrachten is het bedrag bij wet bepaald, terwijl dat voor mandaatopdrachten door het ondernemingsloket zelf bepaald mag worden.

Betrokken organisaties ontvangen geen subsidies.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van mevrouw Nathalie Muylle aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het aantal meewerkende echtgenoten" (nrs. 2233 en 2361)**

06.01 **Nathalie Muylle** (CD&V): Uit cijfers van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen (RSVZ) blijkt dat het aantal meewerkende echtgenoten met 25 procent is gedaald.

Kan de minister die cijfers bevestigen? Wat zijn de oorzaken? Zijn er aanpassingen nodig aan het statuut?

06.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Sinds 1 juli 2005 is de aansluiting voor het maxistatuut

verplicht voor iedereen die na 1955 is geboren. De meewerkende echtgenoten in het maxistatuut genieten een volledige sociale dekking. De pensioenrechten die uit de betaalde bijdragen voortvloeien, worden bepaald volgens de algemeen geldende regels inzake de pensioenen. Voor een koppel wordt de vergelijking gemaakt van het gezinspensioen met het totaal van beide, alleenstaande pensioenen. Daardoor kan het gebeuren dat een meewerkende echtgenoot die een korte loopbaan heeft, geen persoonlijk alleenstaand pensioen ontvangt. Het koppel ontvangt enkel een gezinspensioen. Wij hebben maatregelen genomen om deze situatie te corrigeren. Zo konden de meewerkende echtgenoten tot 31 december 2009 hun loopbaan uitbreiden met extra jaren die zij voor de inwerkingtreding van het maxistatuut hadden gepresteerd. Van die mogelijkheid werd echter weinig gebruik gemaakt. Daarnaast is het belangrijk dat het gezinspensioen wordt berekend op basis van de samengestelde inkomsten van beide echtgenoten.

De oorspronkelijke doelstelling van het sociaal statuut voor de meewerkende echtgenoot was om, in geval van scheiding of het overlijden van de echtgenoot, de meewerkende echtgenoot een eigen rustpensioen te geven. Dankzij het statuut ontvangen de meewerkende echtgenoten een hoger rustpensioen. De bijdragen versterken de persoonlijke sociale zekerheid. Het huidige systeem lijkt me daarom zeer billijk.

Dat het aantal meewerkende echtgenoten in de landbouwsector is gedaald, heeft trouwens ook te maken met het feit dat het aantal boeren daalt. Elk jaar zijn er zo'n 3.000 boeren minder.

06.03 Nathalie Muylle (CD&V): De minister hoeft mij niet meer te overtuigen van de voordelen van het systeem. Het statuut is schitterend voor iedereen die gedurende 30 jaar rechten kan opbouwen en voor wie een gemengde loopbaan heeft. Voor wie in 2005, toen het systeem werd ingevoerd, te oud was om nog 30 jaar rechten te kunnen opbouwen, ligt dat wel anders.

Mijn vraag ging echter over de daling van het aantal meewerkende echtgenoten. Waar zijn zij naartoe? Ik vrees dat vooral de 60-plussers niet meer in het systeem stappen. Ik vrees bovendien dat in de landbouw een groot aantal vrouwen aan het werk is zonder statuut. Dat kan zeker niet de bedoeling zijn.

06.04 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Het klopt dat niet iedereen 30 jaar rechten kan opbouwen. De budgettaire toestand laat ons niet toe om nog meer te doen. Deze mensen hebben nu in ieder geval wel een volwaardig statuut.

06.05 Nathalie Muylle (CD&V): De vraag blijft waarom zoveel mensen uit het systeem stappen.

06.06 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Misschien ligt het aan een gebrek aan informatie. Het komt erop aan de juiste informatie tot bij de zelfstandigen te krijgen die het nodig hebben.

(Frans) Kan men iemand nolens volens gelukkig maken?

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Peter Logghe.

07 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de situatie bij het RSVZ" (nr. 2418)

07.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekering der Zelfstandigen (RSVZ) wordt geleid door een administrateur-generaal, bijgestaan door een adjunct. Sinds januari zijn die functies niet meer ingevuld. In het KB over het RSVZ zijn geen bepalingen opgenomen over hoe men in een dergelijke situatie de continuïteit kan verzekeren.

Wat zijn de oorzaken? Hoe wordt de continuïteit alsnog verzekerd? Welke impact heeft deze situatie op de dagelijkse werking?

07.02 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Op dit ogenblik is er inderdaad geen administrateur-generaal

of adjunct-administrateur-generaal aangeduid bij het RSVZ. De rondzendbrief van 26 april 2010 betreffende de lopende zaken bepaalt dat geen enkele benoeming mag worden gedaan, tenzij één met een dringend karakter of als ze het resultaat is van een lopende procedure.

Sinds 1 april 2010 is de administrateur-generaal bij het RSVZ op pensioen gegaan en is zijn functie vacant verklaard. Op mijn voorstel werd op 26 maart 2010 met het akkoord van de raad van beheer mevrouw Warnier tijdelijk aangesteld als adjunct-administrateur-generaal om het dagelijks beheer waar te nemen. Haar mandaat liep af op 31 december 2010 en daarenboven is zij sinds 10 november afwezig wegens ziekte.

De selectieprocedure ter aanduiding van een nieuwe administrateur-generaal is afgerond en de raad van beheer van het RSVZ heeft tijdens de zitting van 21 december 2010 de eerst gerangschikte kandidaat voorgesteld voor een benoeming. Het RSVZ wordt nu geleid door het directiecomité, zonder volheid van bevoegdheid. Dat is uiteraard niet aangewezen voor de goede werking van de instelling en bovendien bevindt een lid van het directiecomité zich op zes maanden van zijn pensionering. Wij zullen met de ministerraad nagaan of alsnog een nieuwe administrateur-generaal benoemd kan worden in een periode van lopende zaken.

07.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Kunnen er in een periode van lopende zaken mandaten verlengd worden?

07.04 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Hier gaat het wel om een nieuwe benoeming.

07.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Kan volgens de rondzendbrief het mandaat van de adjunct al dan niet verlengd worden?

07.06 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): De situatie is niet duidelijk. Het gaat over een adjunct ad interim. Voor het KMI heb ik een directeur-generaal ad interim aangesteld.

07.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): En is dat hier niet mogelijk?

07.08 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): De ministerraad moet beslissen of een benoeming dringend is. In het RSVZ is er een tweede probleem omdat de adjunct ziek is. Ik heb een dringende benoeming al voorgesteld in de ministerraad, maar daar wordt niet geval per geval beslist.

07.09 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Welke impact heeft deze situatie op de dagelijkse werking? Klopt het dat de beslissingen van het RSVZ zouden kunnen aangevochten worden?

07.10 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Het directiecomité en het algemeen beheerscomité nemen de leiding op zich. Er is geen probleem met de dagelijkse werking, maar een dergelijke toestand kan niet jarenlang blijven duren.

07.11 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Er zouden wel juridische problemen kunnen rijzen omdat er geen mandaathouders zijn. De minister ontkent dat.

07.12 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Het is eerder een algemeen probleem. Een administrateur-generaal is nodig om de instelling te moderniseren en voor het personeelsmanagement.

07.13 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Er moeten duidelijk stappen vooruit gezet worden in dit land. Mijn partij heeft zich altijd constructief gedragen. Hopelijk zal de nieuwe voorzitter van de MR zorgen voor een nieuw elan bij de partij.

07.14 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Wij hebben al zeven maanden verloren door de discussies met de zeven partijen. Voor het overige ben ik het eens met de heer Calvo.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.19 uur.